



ODOXA

L'Opinion tranchée

Le rendez-vous de l'économie *Septembre 2017*

LEVÉE D'EMBARGO IMMÉDIATE

Sondage réalisé avec



GUIBOR

pour

LesEchos



Méthodologie



Recueil

Enquête réalisée auprès d'un échantillon de Français interrogés par Internet le 13 et 14 septembre 2017.



Echantillon

Echantillon de 992 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, parmi lesquelles : 236 sympathisants de gauche, 139 sympathisants En Marche, 124 sympathisants de droite hors FN et 187 sympathisants du FN

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Taille de l'Echantillon	Si le pourcentage observé est de ...					
	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20%, la marge d'erreur est égale à 2,5%. Le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

L'œil du sondeur :

Céline Bracq, Directrice générale d'Odoxa

FISCALITE : LE GOUVERNEMENT CONVAINC DESORMAIS LES SYMPATHISANTS DE DROITE
MAIS DE MOINS EN MOINS CEUX DE GAUCHE

Les enseignements clés de ce rendez-vous de l'économie :

1. 54% des Français estiment que les aides au logement encouragent la hausse des prix des loyers
2. La majorité des mesures fiscales testées sont approuvées, mais pas les nouvelles impositions du PEL et de l'assurance vie
3. 56% des Français jugent mauvaise la politique fiscale du gouvernement (+6 par rapport à juillet)

Céline Bracq, Co-fondatrice et Directrice Générale d'Odoxa
@celinebracq

Synthèse détaillée (1/2)

1) 54% des Français estiment que les aides au logement encouragent la hausse des prix des loyers

« Mettre fin à un système pervers, responsable d'une inflation des loyers », c'est l'argument principal de Jacques Mézard, le ministre de la Cohésion des territoires, lorsqu'on l'interroge sur la raison de la baisse annoncée des aides au logement. Les Français rejoignent majoritairement le gouvernement sur la logique contre-productive de ces aides : 54% des Français sont d'accord avec l'idée, largement répandue chez les économistes également, que les aides au logement favorisent la hausse des prix de l'immobilier et des loyers. Un jugement donc fortement répandu alors même que les bénéficiaires des APL sont nombreux : 20% des ménages les touchent aujourd'hui. Seuls les sympathisants de gauche, dont les représentants bataillent contre la réduction des APL, sont majoritaires à penser le contraire (56%).

2) La majorité des mesures fiscales testées sont approuvées, mais pas les nouvelles impositions du PEL et de l'assurance vie

Autre point positif pour le gouvernement, parmi les mesures testées, 4 des 6 mesures annoncées sont approuvées par les Français. La levée de boucliers des élus locaux ne pèse guère dans l'Opinion : la suppression de la taxe d'habitation pour 80% des Français est soutenue par 70% de nos concitoyens. La limitation du dispositif PINEL est également largement approuvée par les Français : 60% y sont favorables ; de même, si les Français se montrent dans les enquêtes d'opinion très opposés à la suppression de l'ISF, ils approuvent la transformation de l'ISF en un impôt sur la fortune immobilière (54%). Ils voient également d'un bon œil la vente des participations de l'Etat dans des entreprises non stratégiques (58%).

Mais la fiscalité est un thème de plus en plus sensible. Elle est devenue un des sujets prioritaires des élections, la quasi-totalité des Français considérant que la pression fiscale est bien trop forte, qu'il s'agisse de celle des particuliers, comme celle des entreprises.

Synthèse détaillée (2/2)

Ainsi, dans notre sondage, 82% des Français se montrent opposés à l'imposition à 30% des intérêts du PEL produits après 12 ans, 62% ne souhaitent pas que les contrats d'assurance-vie, lorsque le placement dépassera 150 000 euros, soient imposés également au prélèvement forfaitaire unique de 30%. Voilà deux points sensibles sur lesquels le gouvernement devra convaincre sur ses objectifs. Il devra surtout réussir à prouver qu'il va baisser le montant des prélèvements obligatoires et que cela bénéficiera aux classes moyennes et populaires, ce dont les Français ne cessent de douter.

3) 56% des Français jugent mauvaise la politique fiscale du gouvernement (+6 par rapport à juillet)

Cette méfiance se lit d'ailleurs dans le chiffre suivant : 56% des Français jugent d'ores et déjà mauvaise la politique fiscale menée par Emmanuel Macron et le gouvernement, soit 6 points de plus que dans notre précédente vague du « Rendez-vous de l'économie » en juillet dernier. L'augmentation de la CSG pour les retraités, largement rejetée par l'ensemble de la population (70% de rejet dans la vague de juin) et très médiatisée, participe certainement de ce rejet. Un rejet qui progresse très fortement auprès des partis soutenus majoritairement par les classes populaires et moyennes : 65% de rejet à gauche, soit 10 points de plus en deux mois, 85% de rejet au FN, soit 9 points de plus. La politique fiscale du gouvernement est en revanche désormais approuvée par une majorité de sympathisants de droite (57%, + 9 points). Dans notre baromètre politique publié ce mardi*, nous retrouvons d'ailleurs ces évolutions : élu davantage par l'électorat de gauche que par celui de droite, Emmanuel Macron est aujourd'hui bien davantage soutenu par les sympathisants de droite que par ceux de gauche (59% contre 33%).

*Baromètre politique Odoxa Presse régionale-L'Express-France Inter du mardi 19/09/2017

Céline Bracq, Co-fondatrice et Directrice Générale d'Odoxa
@celinebracq

L'œil de l'expert : Dominique Romano

A bientôt une semaine de la présentation de la loi de finances 2018, le gouvernement tente toujours de concilier objectifs budgétaires et promesses de campagne, tout en rassurant ceux qui se considèrent – à tort ou à raison – comme étant les « perdants » des réformes fiscales.

Avec ce sondage, nous observons une tendance quasi-inverse à celle observée en juillet. En effet, la confiance générale dans la politique fiscale est devenue majoritairement négative, tandis que l'accueil réservé à chacune des principales mesures fiscales, non seulement ne s'est pas dégradé mais s'avère même positif.

Ces résultats soulignent pour le gouvernement l'importance de l'effort qui lui reste à fournir en termes de pédagogie, non seulement sur chacune des réformes (elles sont déjà acceptées individuellement) mais surtout sur le sens général de la réforme (qui, lui, fait défaut), pour pouvoir engager l'ensemble des Français, de l'étudiant au retraité, sur des critères qu'ils comprennent.

Le Président Macron et son Gouvernement sont désormais confrontés à la triple contrainte à laquelle tout dirigeant doit faire face dans le cadrage d'un projet : la contrainte de temps, de coût et de qualité.

Nous comprenons alors mieux le numéro d'équilibriste auquel le Gouvernement a commencé à se livrer, confronté à un double impératif pour le budget 2018 : tenir ses promesses fiscales de campagne en matière de baisse de prélèvements (la qualité) et d'augmentation du pouvoir d'achat tout en atteignant son objectif de déficit de 2,7 % du PIB (coût) en 2017 (temps).

Tout le challenge pour Emmanuel Macron sera d'éviter le procès en injustice fiscale avec des mesures qui pour le moment sont favorables aux actifs riches, aux entreprises, et aux investisseurs donc en raccourci, plus favorables aux riches qu'à la classe moyenne ou aux catégories les plus populaires. Charge à lui de bien expliquer que cela permettra par « ruissellement » de profiter ensuite à l'ensemble des Français...

L'obstacle clé, comme dans toute transformation d'entreprise est donc éminemment pédagogique et politique.

Dominique Romano, Fondateur de Guibor

Opinion sur la politique économique et fiscale d'Emmanuel Macron



Globalement comment jugez-vous la politique fiscale menée par Emmanuel Macron et le gouvernement, diriez-vous qu'elle est ...

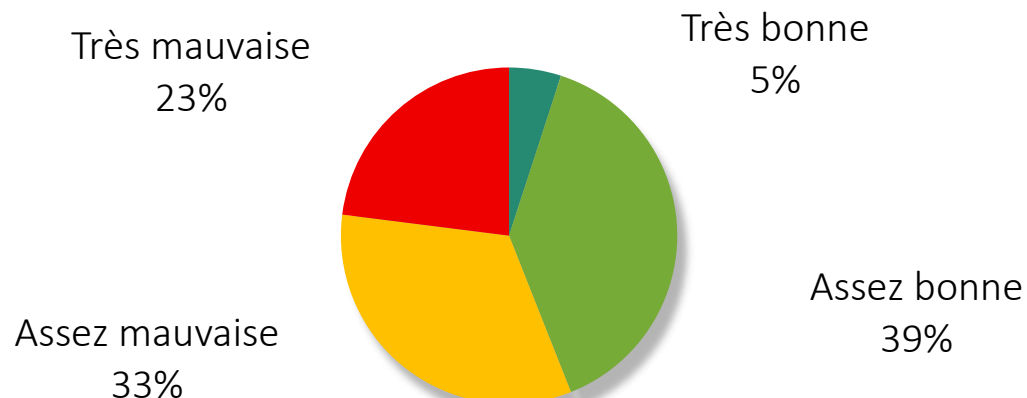
S/T Mauvaise : 56%

→ RDV Eco de juillet* : S/T Mauvaise opinion 50%

+ 6 pts

S/T Bonne : 44%

→ RDV Eco de juillet* : S/T Bonne opinion 49%

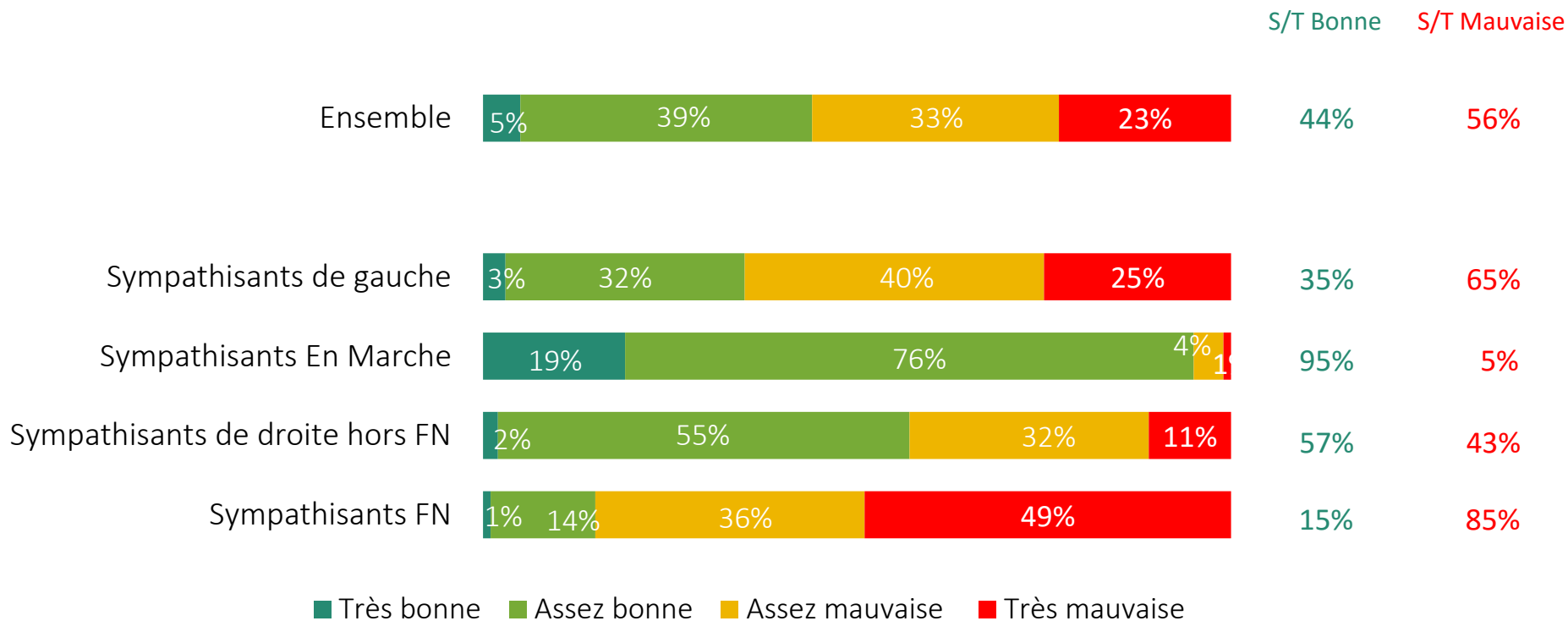


*Rendez-vous de l'éco Odoxa pour Guibor, les Echos et Radio Classique, publié le 19/07/2017

Opinion sur la politique économique et fiscale d'Emmanuel Macron selon la proximité partisane



Globalement comment jugez-vous la politique fiscale menée par Emmanuel Macron et le gouvernement, diriez-vous qu'elle est ...



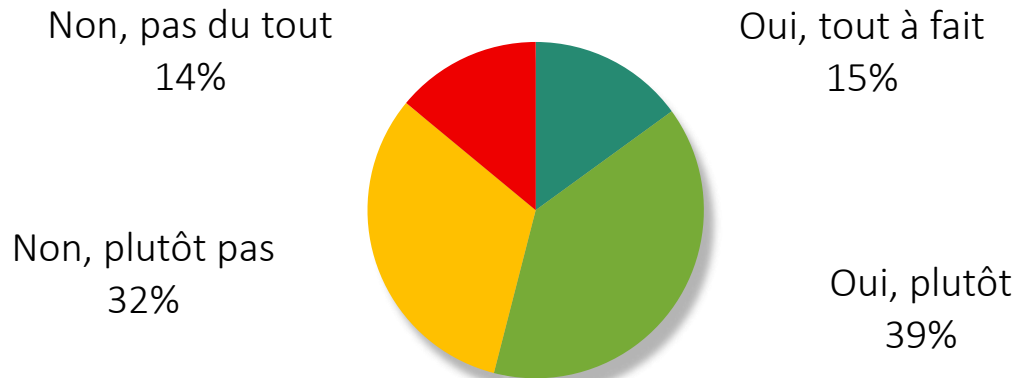
Une majorité de Français estiment que les aides au logement encouragent la hausse des loyers et prix de l'immobilier



De nombreux économistes estiment que les aides au logement (du type APL) seraient en réalité contre-productives car elles se répercuteraient instantanément sur les prix de l'immobilier et encourageaient finalement la hausse des prix de l'immobilier et des loyers. Vous personnellement êtes-vous d'accord avec eux ?

S/T Non : 46%

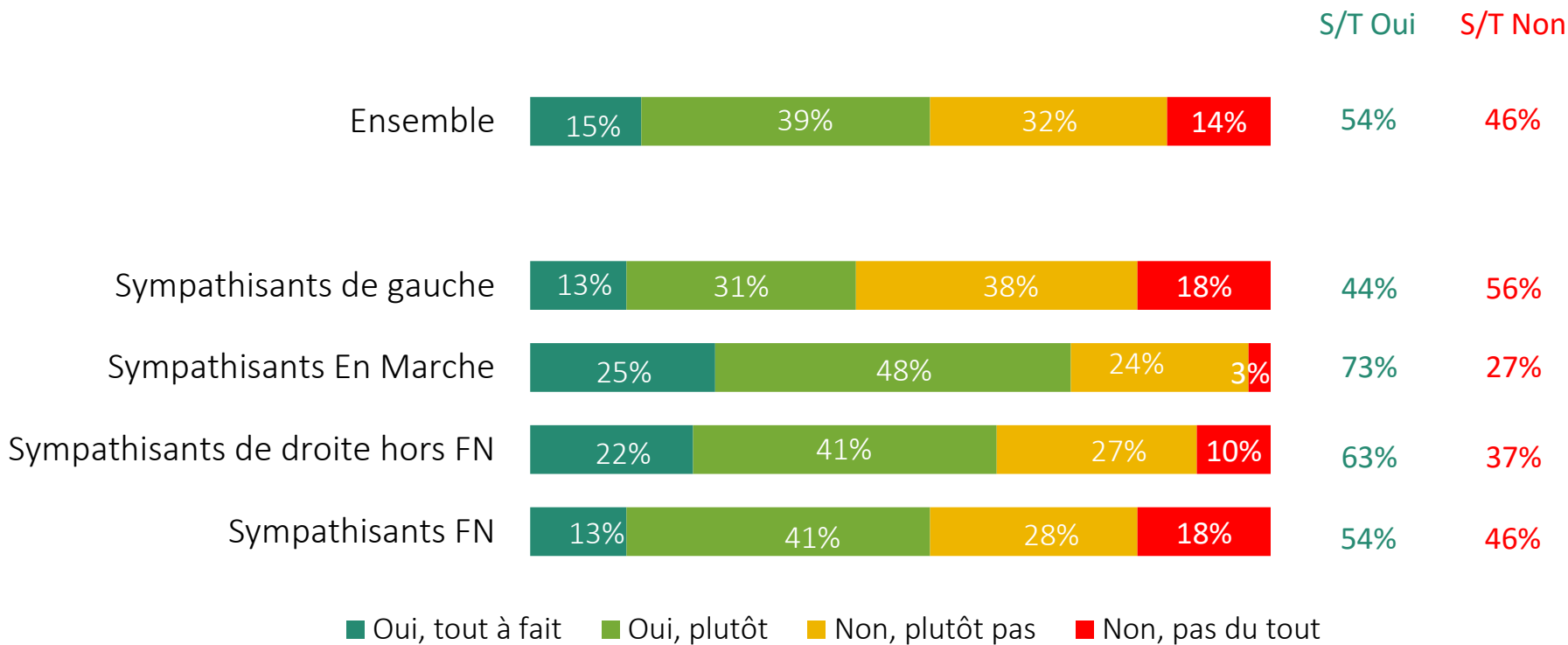
S/T Oui : 54%



Responsabilité des APL dans la hausse des loyers et des prix de l'immobilier selon la proximité partisane



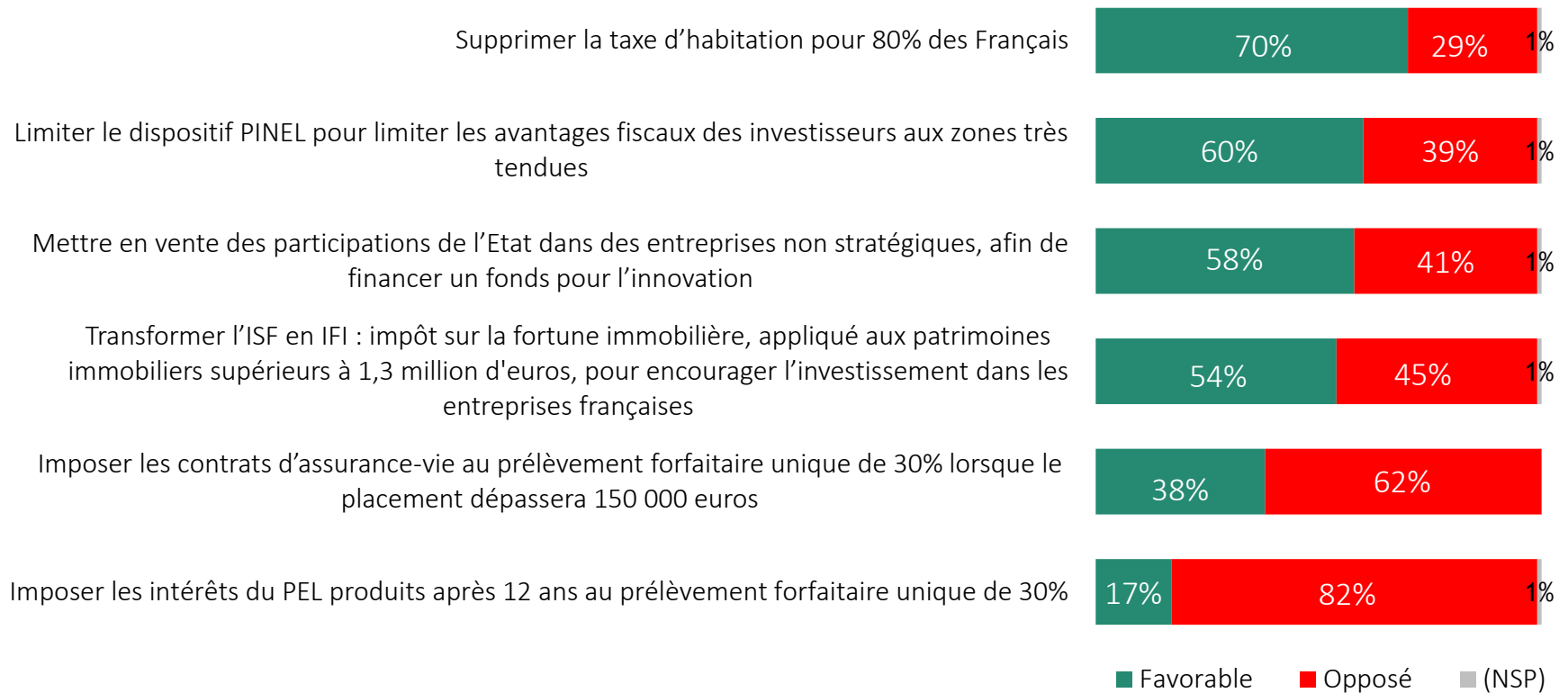
De nombreux économistes estiment que les aides au logement (du type APL) seraient en réalité contre-productives car elles se répercuteraient instantanément sur les prix de l'immobilier et encourageaient finalement la hausse des prix de l'immobilier et des loyers. Vous personnellement êtes-vous d'accord avec eux ?



Mesures fiscales : les Français sont opposés à l'imposition à 30% sur les contrats d'assurance-vie et les intérêts du PEL



Voici un certain nombre de grandes réformes annoncées ou envisagées par le gouvernement en matière économique et fiscale. Pour chacune de ces réformes, dites-moi si vous y êtes favorable ou opposé ?



Accueil réservé aux mesures fiscales envisagées par le gouvernement selon la proximité partisane



Voici un certain nombre de grandes réformes annoncées ou envisagées par le gouvernement en matière économique et fiscale. Pour chacune de ces réformes, dites-moi si vous y êtes favorable ou opposé ?

